

Lettre ouverte au prochain Président de la République

Le Syndicat Français de l'Intelligence Economique (SYNFIE) est un syndicat professionnel regroupant les différents acteurs français de l'Intelligence Economique. Il a ainsi pour rôle de fédérer, de représenter, et de promouvoir les métiers liés à l'Intelligence Economique en France. Il est notamment à l'initiative de l'Observatoire de l'intelligence économique français (OIEF) qui a pour but de détecter au plus tôt les menaces pesant sur les entreprises françaises et les technologies stratégiques, mais également d'alerter les pouvoirs publics ou trouver une solution adaptée.

Considérant que la défense et la promotion des intérêts économiques, industriels et scientifiques de la Nation déclinent de la stratégie conduite par le Président de la République, **le SYNFIE et L'OIEF adressent aux candidats à l'élection présidentielle dix recommandations sur ce sujet.**

- Il nous paraît nécessaire d'inscrire au programme des candidats, la mobilisation des pouvoirs publics nationaux et territoriaux pour assurer la souveraineté économique du pays et l'indépendance nationale dans un contexte de concurrence mondiale. Pour se faire, nous recommandons la création d'un **Secrétariat général à l'intelligence économique** placé sous l'autorité du Premier ministre avec pour mission de coordonner et de piloter la politique interministérielle de l'État en matière d'intelligence et de sécurité économique.
- Le secrétariat d'Etat pourrait avoir pour mission première d'élaborer une stratégie de souveraineté nationale assurant à notre pays la garantie de son autonomie sur les sujets stratégiques vitaux (défense, énergie, logistique, télécommunications, santé, stockage et traitements des données, etc.)
- A l'appui de cette stratégie, **des fonds d'investissement publics-privés pourraient être développés à l'instar d'Ace Aero** dans le domaine aéronautique ou de celui préconisé par le rapport Varin dans le cadre de la mission destinée à assurer la sécurité de l'approvisionnement de notre pays en métaux stratégiques
- Pour les sujets prioritaires du futur secrétariat d'Etat à l'IE que nous appelons de nos vœux, il nous paraît important que soit élaborée **une stratégie nationale sur les cryptoactifs et le développement de blockchains publiques par les soins de l'Etat** (sécurité de l'information, facilitation des échanges de données...)
- Il nous paraît aussi fondamental à l'appui de cette stratégie que soit **amplifié l'enseignement de l'intelligence et de la sécurité économiques** dans notre pays par la mise en place d'une véritable filière dans l'enseignement supérieur.

- Parmi les sujets de souveraineté, nous souhaitons que **l'Etat encadre et règlemente le recours des administrations aux cabinets de conseils privés, en particulier étrangers** lorsqu'il s'agit de la gestion de dossiers stratégiques.
- Les PME et ETI françaises se confrontent de plus en plus aux marchés à l'exportation et ont des besoins croissants en matière d'intelligence économique. Nous souhaitons que les initiatives prises par certains territoires, notamment les Régions, puissent être amplifiées par une véritable **politique nationale d'accès et de soutien aux prestations en matière d'intelligence économique**. Le soutien à ce type de dispositif de BPI France, la possibilité de bénéficier de crédits d'impôts pourraient être mis en place. De même des modules de formation et de sensibilisation en sécurité économique au sein des entreprises pourraient être envisagés.
- **L'Etat doit poursuivre son soutien aux entreprises stratégiques de notre pays y compris parfois en entrant à leur capital**. La liste des secteurs stratégiques doit être adaptée en permanence en lien avec les acteurs économiques et les filières d'activités.
- Comme nous l'avons dit pour les recours aux cabinets de conseil étrangers, il nous paraît indispensable que **l'Etat impose pour ses services**, et dans un souci de sécurité renforcée, **le recours aux institutions technologiques françaises ou européennes dans un certain nombre de domaines**. A titre d'exemple, cela pourrait se concrétiser par une réglementation interdisant l'usage par l'Etat des applications de géolocalisation autres que Galileo. Il pourrait en être de même pour le stockage de données, les solutions de visioconférences, les courriers électroniques...
- L'objectif de garantir la souveraineté stratégique et la sécurité économique de notre pays passe par **une coopération renforcée entre acteurs publics et acteurs privés**. Les acteurs privés de l'intelligence économique, le SYNFIE, leur syndicat professionnel souhaitent être associés de manière systématique aux réflexions de l'Etat sur ces sujets ce qui n'est pas le cas actuellement. De même le recours par les administrations de l'Etat à nos expertises doit être encouragé. Il est invraisemblable que cabinets de conseils étrangers, banquiers d'affaires, cabinets d'avocats internationaux soient appelés pour leur « expertise » alors que ce n'est jamais le cas ou presque pour des acteurs français de l'intelligence économique.

Les membres du Bureau du Syndicat Français de l'Intelligence Economique (SYNFIE) se tiennent ainsi à la disposition des candidats à l'élection présidentielle et de leurs équipes, pour détailler ces propositions.

Le 15 mars 2022

Le Synfie